

Demande d'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco

Un appel béton

Les centres historiques des deux cités de Saint-Jean-de-Luz/Donibane Lohitzun et Ciboure/Ziburu se sont développés autour du port et de la baie aux XVIIe, XVIIIe, XIXe siècles. Ils se caractérisent par un ensemble architectural de palais urbains et maisons à pans de bois de style labourdin édifiés par des armateurs, corsaires et négociants, utilisant l'architecture comme un outil de leur pouvoir économique et politique fondé sur l'essor de l'industrie de la pêche et du commerce maritime.

A partir de la fin du XIXe siècle et jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'urbanisme des collines dominant les deux cités basques connaît une nouvelle floraison architecturale liée à leur conversion en stations climatiques et balnéaires où des architectes de renom rivalisent d'inventivité pour proposer à leur commanditaire des villas-jardins de style régionaliste ou moderniste qui constituent un des témoignages les plus forts du patrimoine bâti, végétal et paysager des deux villes.

Face à l'âpreté d'appétits spéculatifs, il incombe à nos générations d'observer ces architectures encore vivantes, d'écouter les histoires qu'elles racontent (crises, drames, rêves, utopies...), de les valoriser pour qu'elles continuent à vivre dans le monde actuel et à venir.

Avec les habitants et amateurs de patrimoine qui les occupent, les aiment, les portent, selon la définition du mot patrimoine :

Ce qui est transmis, que ce soit le patrimoine immatériel (la culture) ou le patrimoine tangible (le bâti).

Le patrimoine historique luzien et cibourien, que l'on ne voit nulle part ailleurs, n'est pas un objet inerte conservé dans un sanctuaire, mis sous cloche ou destiné à être détruit pour construire ce que l'on voit partout.

Les femmes et les hommes qui vivent et travaillent dans ces maisons ont droit à un confort de vie et travail, mais dans le respect du geste initial et de l'histoire des lieux.

Adaptions en restant nous-mêmes, sans nier l'idée qu'habiter puisse avoir de l'importance et sans réduire la ville à un mécanisme, une image.

Réhabilitons, agrandissons, isolons mieux l'existant en nous appuyant sur le développement durable et l'écologie.

Rénovons avec une écriture contemporaine en dialogue avec l'architecture ancienne.

Réinventons des solutions autre que l'abattage préalable, notamment de végétaux remarquables.

Restaurons le bien historique qui pourrait ainsi expliquer par sa présence et son histoire sensible sa place et sa communauté.

La restauration patrimoniale représente des emplois, des savoir-faire, des artisans, des compagnons, une tradition en évolution permanente pour laquelle il faut se battre en termes de transmission et d'apprentissage.

Réfléchissons à un nouvel usage de nos bâtiments anciens, de nos biens en série, de l'espace vital ouvert à la lumière, l'air, l'horizon, qui sont la mémoire vivante de nos communautés luzienne et cibourienne qui ont façonné pendant des siècles notre cadre de vie et une manière de se côtoyer qui pourraient disparaître sous les bulldozers de la mauvaise conscience.

Combien de témoins en tous genres ont été abattus ou irrémédiablement dénaturés (Chibau Enea, le Casino La Pergola et l'Atlantic Hôtel de William Marcel et Robert Mallet-Stevens (1), la villa Stella (2), qui, pourtant, bénéficiait d'une mesure de protection, etc,) pour souvent laisser place à des bâtiments disproportionnés, interchangeables, bâtards, des décors de carton-pâte, du fait de la spéculation immobilière, l'ignorance, un mauvais conseil, voire le goût opportuniste du moment.

Évitons la violence du choc de la démolition et ses dégâts collatéraux, favorisons le geste qui s'exprime pour valoriser, protéger, magnifier nos centres historiques et sites remarquables, en réhabilitant l'écrin dans les règles de l'art tout en permettant à l'architecte d'aujourd'hui de s'exprimer avec une écriture contemporaine, parfois d'une grande rigueur.

Depuis des décennies, démolir pour reconstruire constitue trop souvent une hérésie financière et environnementale. L'industrie du bâtiment est une grosse consommatrice d'énergies fossiles, productrice de gaz à effet de serre et génèrent des millions de tonnes de déchets qui chaque jour nous éloignent davantage de l'ambition affichée par le gouvernement du "zéro carbone en 2050". Tous les acteurs de l'aménagement doivent s'allier en faveur d'un changement de paradigme qui intègre la transition écologique afin de ne plus envisager une politique de la ville dont la philosophie et l'équilibre économique reposent trop souvent sur la démolition-reconstruction pour régler le problème du logement en spéculant sur le foncier et en favorisant les majors du bâtiment et des travaux publics.

Démolir est un triple échec.

Social, culturel car le bâti fait partie de notre patrimoine. Et écologique, avec tous les gravats et déchets inertes qu'il faut ensuite évacuer, stocker, abandonner.

La ville de demain, incluant la préoccupation de densité urbaine (loi Alur), se fera d'abord avec le bâti qui existe déjà en le réhabilitant, l'aérant, le surélevant, le revitalisant, l'embellissant, l'agrandissant aussi par l'extérieur.

Les chantiers peuvent se faire en site occupé, dans déloger les habitants qui gardent leurs habitudes et leur logement avec, à l'arrivée, une surface d'habitation augmentée et une facture d'énergie divisée par deux.

C'est l'économie même de tels projets qui devraient surtout intéresser élus et urbanistes.

Si l'on prend en compte l'ensemble des travaux effectués dans un tel contexte, ces réalisations coûtent plusieurs millions de moins que ce qu'aurait nécessité une démolition-reconstruction. Sans parler d'économie circulaire, de réemploi et d'action rapide.

Aujourd'hui, au vu de dispositifs en vigueur, seule l'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco pourrait arrêter le péril imminent et irréversible qui menace ces deux centres historiques et leur extension urbaine de villas construites par des architectes de talent (Henri Godbarge, André Pavlovsky, Hippolyte Kamenka, François-Joseph Cazalis, Henri Tétard, Pierre Saint-Germier, Amédée Aragon, Joseph Hiriart, Louis et Benjamin Gomez...) qui agissent comme autant de vigies dans le paysage vivant de deux cités.

L'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco permettrait l'application de nouveaux critères qui éviteraient la brutalité du choc des destructions abusives, abattages fâcheux et bétonnages invasifs, dans la mesure où les habitants et amateurs de patrimoine architectural, végétal et paysager, en s'appropriant l'idée de valorisation et sauvegarde de ces témoins irremplaçables de notre histoire et culture, y trouveraient un sens, et les deux cités, une personnalité et une urbanité renouvelées.

Jean-François Larralde

Historien d'art

1)

Le monde d'"Une cité moderne" (1922) et le double programme du Casino La Pergola et l'Atlantic Hôtel

(1928) de Robert- Mallet

Stevens à Saint-Jean-de-Luz sont à l'origine du développement de l'architecture rationaliste basque qui influencent des architectes du Gipuzkoa comme José Manuel Aizpurua et Joaquin Labayen qui conçoivent le bâtiment du Club Nautique (Real Club Nautico, 1930), toujours intact et amarré dans la baie de Saint-Sébastien/Donosti, ainsi que ceux de Biscaye, avec, notamment, Fernando Arzadun qui construit la magnifique villa Kikunbera (1929), surplombant encore de nos jours le port de Bermeo, évoquant merveilleusement la métaphore nautique chère à Rob Mallet-Stevens.

Jean-François Larralde publiera à l'automne 2020 un ouvrage sur le Casino La Pergola et l'Atlantic Hôtel

(1928) de W. Marcel et R. Mallet - Stevens avec, notamment les photos et cartes postales du bâtiment luzien que Wassily et Nina Kandinsky achetèrent, en 1929, à Saint-Jean-de-Luz en compagnie du peintre Paul Klee et sa famille. Bauhaus oblige.

2)

La villa Stella, caractéristique du style architectural d'une maison d'entrée de ville, fut, de surcroît, successivement occupée par le maître de chapelle Charles Lebout, organiste titulaire des grandes orgues de l'église Saint-Jean-Baptiste, la peintre Hélène Elissague, dite Elizaga, grande amie de Ramiro Arrue, qui y habita avec ses deux enfants et son mari Henri du Sorbiers de La Tourasse, peintre et restaurateur des tableaux de l'église paroissiale ainsi que l'organiste de la paroisse,

Juan Urteaga, compositeur, entre autres, de Donibaneko Meza, plus connue sous le nom de Messe des Corsaires.

JFL